

**22 novembre 1997, Colombie-Britannique**

**Allocution à l'occasion du Sommet des directeurs généraux d'entreprises de pays membres de l'APEC**

Je remercie le Conseil canadien des chefs d'entreprises et le Conseil économique des pays du bassin du Pacifique, Comité canadien, d'avoir organisé ce premier Sommet des directeurs généraux d'entreprises de pays membres de l'APEC. Comme vous le savez, le thème de cette année est « L'APEC veut vraiment faire des affaires ». Rien n'incarne mieux cet esprit que votre présence.

Je ne doute pas qu'on vous ait chaleureusement accueilli et j'exprime l'espoir que vous aurez l'occasion de faire l'expérience de Vancouver, d'en tâter le pouls, d'en découvrir les multiples facettes et d'en constater l'optimisme. Ici, la ville se nourrit d'influences asiatiques dans les domaines des arts, de la vie politique et, bien évidemment, des affaires. D'ailleurs, Vancouver et la Colombie-Britannique sont de bons exemples du dynamisme et de la diversité du Canada. Une diversité et un dynamisme qui nous préparent bien à évoluer dans le monde actuel un pays mondialisé dans un environnement planétaire. Ce dynamisme est incarné par notre secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique Raymond Chan qui, en plus d'être un excellent ministre, a été la première personne d'origine chinoise à siéger au Cabinet dans un pays occidental.

Cet exemple et des milliers d'autres histoires à succès expliquent pourquoi Vancouver est souvent qualifiée de nouvelle capitale de l'Asie. Le Canada et Vancouver sont fiers d'accueillir la Réunion des dirigeants de l'APEC cette année. Et c'est un grand privilège pour moi, à titre de premier ministre du Canada, de présider APEC 1997. Nous avons décidé de faire de l'Université de la Colombie-Britannique notre point de ralliement cette semaine. Le savoir et la créativité sont les clés de la prospérité de tous les peuples dans la nouvelle économie planétaire. Or rien n'illustre mieux l'importance que notre gouvernement attache à ces facteurs vitaux que cette université canadienne de calibre mondial.

Comme vous le savez tous, nous avons proclamé 1997 l'Année canadienne de l'Asie-Pacifique. Nous l'avons fait pour mettre en relief la dimension Asie-Pacifique de la réalité canadienne. La Réunion des dirigeants et le Sommet des directeurs généraux viennent couronner une année déjà mémorable. Les possibilités de dialogue que nous offrent la Réunion et le Sommet contribueront, à n'en pas douter, à un approfondissement des occasions à saisir et des défis à relever dans la région de l'Asie-Pacifique. Les dirigeants de l'APEC écouteront avec attention vos propos.

Mesdames et messieurs, le Canada a toujours été un pays commerçant et ouvert. Nous avons toujours compris que la libéralisation des échanges et des courants d'investissement constitue le moteur de la croissance économique et de la prospérité. D'ailleurs, nous en représentons une preuve vivante. Pour nous, la libre circulation des biens, des services et des personnes n'est pas une fin, mais plutôt un moyen d'arriver à une fin. C'est la meilleure façon de créer la richesse nécessaire pour investir dans le bien-être des citoyens. C'est pourquoi nous faisons la promotion de la libéralisation des échanges commerciaux à l'échelle régionale et à l'échelle mondiale.

Cette conviction profonde explique notre attitude face à l'évolution de l'APEC et notre vision de l'intégration de la communauté de l'Asie-Pacifique. Nous comprenons que l'exercice d'une direction efficace, en affaires ou en politique, pose de nombreux défis. À la lumière de mon expérience, une qualité très importante d'un dirigeant réside dans la capacité de résoudre les problèmes à court terme de manière à promouvoir les objectifs fondamentaux à long terme. C'est dans ce contexte que je souhaiterais vous faire part de ma position au sujet d'événements qui se sont produits récemment en Asie, de même qu'à propos de notre action au sein de l'APEC.

Au cours des derniers mois, nous avons observé dans certaines économies et sur les marchés financiers mondiaux une activité qui a profondément troublé les gouvernements et les investisseurs du monde entier. Ces développements illustrent de façon probante la réalité de la mondialisation. Ils ont soulevé de nombreuses questions, non seulement sur le meilleur moyen de résoudre le problème, mais également sur les perspectives économiques à long terme dans certains pays de la région.

Permettez-moi d'aborder ces deux questions. Plus tôt cette semaine, à Manille, nos hauts fonctionnaires se sont réunis pour identifier un train de mesures pour réagir aux problèmes que connaissent certains des membres de l'APEC. Ils ont abouti à plusieurs ententes de coopération économique et financière sur lesquelles les autres dirigeants et moi nous attarderont ici. Les ententes de Manille ont deux objectifs. D'abord, initier un consensus régional sur le meilleur moyen de répondre aux problèmes actuels dans la région. Ensuite, mettre en place des arrangements qui, nous l'espérons, nous aideront à éviter ce genre de problème à l'avenir.

En ce qui a trait aux perspectives à plus long terme pour l'Asie-Pacifique, permettez-moi d'être catégorique là-dessus : elles sont très bonnes, sans l'ombre d'un doute. Les problèmes qui se posent aujourd'hui sont sérieux, mais ils ne sont pas uniques à cette région. D'autres pays, y compris des membres de l'APEC, ont déjà eu à faire face à des problèmes semblables dans le passé et ils les ont réglés de façon plus que satisfaisante. Je n'ai aucune hésitation à croire que cela sera aussi vrai dans le cas de la situation actuelle.

À titre de président de l'APEC, je vais m'assurer que nos discussions porteront sur les sujets fondamentaux, à savoir qui nous sommes et quelle direction nous entendons prendre. La clé consiste à bâtir une région intégrée, où l'ouverture des marchés se traduira par une plus grande prospérité et de meilleures perspectives pour l'ensemble de nos populations. La mondialisation est une réalité. C'est une force réelle et puissante. Nous ne pouvons pas aller contre le courant, même si nous le voulions. Je sais qu'il est toujours tentant d'essayer de ramener les pendules en arrière, de revenir au protectionnisme et à l'isolationnisme. Mais cela ne donnerait rien. Ce serait le meilleur moyen de provoquer la stagnation, la récession économique et une baisse du niveau de vie pour tous. La libéralisation des échanges et des marchés financiers, l'ouverture des frontières et des marchés sont les clés de la prospérité de tous les membres de l'APEC, peu importe le continent où ils évoluent.

Chaque pays doit évidemment appliquer des politiques économiques qui correspondent à sa réalité et à son histoire. Il n'existe pas de solution passe-partout dans l'économie planétaire, mais les principes fondamentaux valent toujours. Deux aspects de la gestion économique méritent une attention privilégiée : le maintien d'un contexte

macroéconomique stable et l'existence d'un cadre transparent et solide en matière d'investissement. Voilà les politiques que je demanderai instamment à tous les membres de l'APEC de suivre afin de régler les problèmes actuels dans les économies asiatiques et de favoriser une forte croissance à l'avenir.

Notre gouvernement n'a ménagé aucun effort pour appliquer ces principes. En tant que premier ministre du Canada qui s'adresse à certains des investisseurs les plus importants au monde, je veux prendre quelques minutes pour vous décrire où nous en sommes et où nous allons. Depuis quatre ans, le Canada a créé près de 1 000 000 de nouveaux emplois. Nos taux d'intérêt sont descendus loin au-dessous des taux américains. Notre taux d'inflation est inférieur à 2 %. Nous avons le taux de création d'emplois le plus élevé chez les membres du G7.

De nos jours, tous les conjoncturistes internationaux s'entendent pour dire que le Canada aura l'économie la plus vigoureuse du G-7 lorsqu'il franchira le cap du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous nous sommes débarrassés du fardeau pour l'avenir que représentait notre déficit. Nous avons commencé à réduire la dette en proportion de la taille de l'économie. Nous avons déjà commencé à rembourser notre dette négociable. Et nous avons commencé à investir dans les besoins de nos citoyens. De nouveau, le Canada est un endroit merveilleux où investir et faire des affaires. C'est un tremplin de prédilection vers un marché nord-américain de 386 000 000 de personnes. Nos entrepreneurs sont audacieux. Nos travailleurs sont hautement qualifiés. Nos réseaux de transport et de communication sont sans égal. Nous sommes à l'avant-garde de l'utilisation de la technologie de l'information.

Nous avons de bonnes écoles et nos villes sont sans danger. Depuis quatre ans, les Nations unies affirment que notre qualité de vie est la meilleure au monde. Nous respectons la diversité comme nul autre pays au monde. Une diversité qui s'affiche avec beaucoup d'éclat ici même à Vancouver et qui nous ouvre plus que quiconque vers l'Asie-Pacifique. Plus tôt, ce mois-ci, j'ai reçu le document « A Call to Action », le rapport du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC (ABAC).

Je félicite le Conseil du beau travail accompli. Il a formulé d'importantes recommandations et je souhaiterais en commenter quelques-unes. Le Conseil a reconnu l'importance, pour les économies en développement, de mettre en place des infrastructures modernes. Il estime qu'il faudra consacrer plus de 1 500 000 000 000 \$ à des projets d'infrastructures d'ici à 2004. Il a également réclamé le lancement d'une initiative d'investissement dans les infrastructures afin d'accroître les investissements du secteur privé dans ce domaine.

Les capitaux du secteur privé revêtent une importance essentielle. C'est pourquoi, dans le courant de la semaine, j'espère que mes collègues dirigeants et moi-même renouvelerons notre engagement envers l'instauration d'un cadre permettant d'établir de nouveaux partenariats avec le secteur privé pour faire de plus grands investissements dans le domaine des infrastructures. J'aimerais également que nous insistions encore plus sur l'infrastructure environnementale, sur les technologies écologiques, qui nous permettront de trouver des solutions aux problèmes cruciaux que sont le réchauffement de la planète et le changement climatique.

Ces dernières années, les petites et moyennes entreprises ont créé la plupart des emplois au Canada. Toutefois, elles demeurent sous-représentées parmi les exportateurs de la région. Compte tenu du fait que l'économie canadienne est tributaire des exportations, qui représentent 40 % de notre PIB, il importe que nos PME obtiennent un meilleur accès aux débouchés en Asie. Je souscris donc à la recommandation que les PME bénéficient, à cet égard, de l'aide du réseau Internet. Un aspect du rapport de l'ABAC m'a particulièrement réconforté. Le passage exposant les modalités d'une concertation entre les pouvoirs publics et les milieux d'affaires en ce qui concerne les investissements communautaires, même si elle ne se traduit pas nécessairement par des bénéfices dans l'immédiat, montre que lorsque l'APEC veut vraiment faire des affaires, elle songe, en réalité, aux citoyens.

Mesdames et messieurs, la vision de l'APEC est à la fois audacieuse et judicieuse : elle est audacieuse en ce sens qu'elle fait le pari de créer une communauté économique unique, mais diversifiée, en Asie-Pacifique et elle est judicieuse en raison des retombées que nos progrès constants auront sur la qualité de vie de nos populations. Nos relations se fondent sur un partenariat économique, auquel on adhère librement, et s'appuient sur la conviction profonde que la coopération constitue le meilleur gage d'une prospérité commune. Nos objectifs communs doivent être une économie forte, de solides programmes sociaux, un environnement sain et le respect des droits de la personne.

La réunion de cette année vise à traduire cette vision en mesures concrètes. Au terme de la présente Réunion des dirigeants, les 18 économies conviendront d'accélérer le mouvement dans le sens de la libéralisation des échanges commerciaux. Nous annoncerons, deux ans plus tôt que prévu, les secteurs dans lesquels nous allons abaisser nos barrières tarifaires et non tarifaires. Certaines de ces décisions iront au-delà de nos engagements au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Voilà ce que j'appelle des résultats. Ce que j'appelle un élan. Ce que j'appelle un mouvement irréversible vers une zone de libre-échange en Asie-Pacifique. Je sais que les prochains jours ne manqueront pas de vous procurer de grandes satisfactions. Je vous invite à faire la connaissance des directeurs généraux d'entreprises canadiennes qui sont présents.

Leur désir d'explorer de nouvelles possibilités exprime beaucoup mieux que je ne pourrais le faire l'intérêt profond que le Canada porte à l'Asie-Pacifique. L'esprit qui les anime se répand aux quatre coins du Canada. C'est un esprit qui nous fera franchir le cap du XXI<sup>e</sup> siècle, le siècle de l'Asie-Pacifique.